

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION****Séance du mercredi 16 octobre 2024**

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de présents : 12
Nombre de votants : 14

Date de la convocation : 08 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le seize octobre à quatorze heures quarante, les membres du Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Madame Mariane LUQUÉ.

Présents :

Madame Catherine BOUTINEAU
Madame Monique CHARRIER
Madame Martine FOUGEROUX
Madame Ghislaine JOUANNET
Madame Frédérique LIÈVRE
Madame Mariane LUQUÉ

Madame Béatrice ORTEGA
Monsieur Jean-Marie PETIT
Madame Michelle PIVETEAU
Monsieur Guy PROTEAU
Monsieur François SERVENT
Madame Karine TOBI

Absents excusés :

Madame Claude BALLOTEAU pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ
Monsieur Patrice BROUHARD
Monsieur Raymond HERISSON
Madame Sophie LESORT-PAJOT pouvoir à Mme Frédérique LIÈVRE
Monsieur Joël PAPINEAU
Madame Patricia PARIS

Absents :

Madame Clarice CHEVALIER
Madame Béatrice GARLANDIER
Madame Marie-Thérèse GRANDILLON
Monsieur Alexandre GUICHARD
Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU

Secrétaire de séance : Monsieur François SERVENT**Instauration de la journée de solidarité***Ressources Humaines*

Madame la Vice-présidente expose :

Le législateur a instauré une journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées (loi n°2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, article 6 notamment). Cette journée a pour vocation de participer au financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées ; elle n'est plus fixée par la loi mais par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et établissements publics.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.621-11 et L.621-12 ;

Vu la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, notamment son article 6 ;

Vu les articles L. 3133 -1 à L. 3133 – 11 du Code du Travail ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 27 septembre 2024 ;

Considérant que le législateur a entendu instaurer une journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Considérant que cette journée, qui a pour vocation de participer au financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, n'est plus fixée par la loi mais par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et des établissements publics ;

Considérant que la journée de solidarité prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée, d'une durée de sept heures pour les personnels nommés sur des emplois à temps complet ; ramenée au prorata du temps de travail pour les agents à temps non complet ou à temps partiel ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente,

DECIDE

- D'instituer la journée de solidarité selon le dispositif suivant pour l'ensemble des agents du CIAS :
 - o Les agents devront rattraper 7 heures en tenant compte des modalités de planification suivantes :
 - Les 7 heures ne pourront pas être déduites des congés annuels ;
 - Le travail d'un jour de réduction du temps de travail, pour les agents en bénéficiant, tel que prévu par les règles en vigueur ;
 - Le travail d'un jour férié précédemment chômé, autre que le 1^{er} mai ;
 - Ces heures pourront être réalisées par demi-journées, non travaillées habituellement, ou par demi-heure au minimum et jusqu'à une heure maximum en plus, par jour de travail, dans le cadre du planning horaire habituel de la fiche de poste de l'agent ;
 - Pour les agents ayant un reliquat d'heures, acquis uniquement sur l'année en cours, ce dernier pourra être pris en compte dans le calcul des sept heures à effectuer (sur demande de l'agent et avec accord de la hiérarchie) ;
 - Comme pour toute absence, les agents devront faire connaître à leur responsable hiérarchique leurs intentions.
 - Les heures devront être effectuées avant le 31 août de chaque année.
- De dire que l'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à la date de sa signature, publication et transmission en Préfecture.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 14

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARDLe Secrétaire de séance
François SERVENT

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

